

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 6 au 10 octobre 2025

Classement des dix municipalités sud-africaines les mieux gérées (*Ratings Afrika*)

Top 10 municipalities	
Saldanha Bay	Western Cape
Swartland	Western Cape
Swellendam	Western Cape
Hessequa	Western Cape
Midvaal	Gauteng
Mossel Bay	Western Cape
Stellenbosch	Western Cape
Prince Albert	Western Cape
Overstrand	Western Cape
Drakenstein	Western Cape
<i>Source: Ratings Afrika</i>	

L'indice de viabilité financière municipale (MFSI) de Ratings Afrika évalue les municipalités sur la base de six critères clés. Ces critères sont les suivants : performance opérationnelle, liquidité, gestion de la dette, pratiques budgétaires, accessibilité financière et développement des infrastructures.

L'Union Européenne annonce mobiliser 11,5 Mds EUR via la Team Europe pour l'Afrique du Sud (Union Européenne)

Dans le cadre du renforcement du partenariat stratégique UE-Afrique du Sud, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président sud-africain Cyril Ramaphosa ont annoncé le 9 octobre 2025 la mobilisation de 11,5 Mds EUR en faveur de l'Afrique du Sud via la Team Europe. Ce package, mobilisant l'UE, ses États-membres ainsi que les banques de développement et d'investissement publiques européennes, est estampillé Global Gateway, fait plus que doubler l'engagement initial de 4,7 Mds EUR présenté lors du sommet UE-Afrique du Sud en mars 2025.

Il s'inscrit dans la lignée des négociations pour un Partenariat pour un commerce et un investissement durable (CTIP) entamées en mars dernier. L'Afrique du Sud devrait être le premier pays à conclure ce type d'accord avec l'UE, qui vise à renforcer les investissements et les industries stratégiques, soutenir la transition énergétique, développer les chaînes d'approvisionnement locales, créer des emplois et intensifier la coopération sur les matières premières critiques.

Le principal axe d'investissement concerne le Just Energy Transition Partnership (JETP), lancé lors de la COP26 à Glasgow en 2021, afin de réduire la dépendance du pays au charbon (plus de 80% du mix énergétique) et de développer les énergies renouvelables, l'hydrogène décarboné et la mobilité électrique. L'initiative combine investissements climatiques et justice sociale dans un modèle de développement plus résilient. La France, avec un engagement de 1 Md EUR, figure parmi les principaux contributeurs aux côtés notamment du Danemark, de l'Espagne, de l'Allemagne et de l'UE. Ce total de 8,7 Mds EUR inclut également des investissements dans les matières premières critiques, visant à renforcer la transformation locale et sécuriser les approvisionnements stratégiques pour la transition énergétique européenne.

Le package Team Europe se décline sur plusieurs autres axes stratégiques : 1,2 Md EUR pour la transition juste (requalification professionnelle, la création d'emplois, le soutien aux communautés affectées par la transition énergétique) ; 1,3 Md EUR pour la connectivité et les infrastructures, incluant ports, transports et digital ; et 292 M EUR pour la chaîne de valeur pharmaceutique, couvrant production locale, formation et innovation.

Sommaire:

Afrique du Sud

- SpaceX se prépare à investir 100 M EUR dans les infrastructures locales dans le cadre du déploiement de Starlink en Afrique du Sud (*MyBroadband*)
- Le constructeur automobile chinois Chery envisage de reprendre une usine automobile en Afrique du Sud (*Reuters*)
- L'Afrique du Sud place les exportations de chrome sous contrôle et envisage une taxe de 25 % sur les exportations de chrome brut (*Business Day*)
- Eskom pourrait reprendre en main la distribution électrique des municipalités endettées (*MoneyWeb*)
- La SARB et le Trésor s'accordent sur un abaissement de la cible d'inflation, mais le calendrier reste à définir (*CNBC Africa*)
- L'Afrique du Sud suscite l'intérêt international pour son initiative de financement de 500 M USD (*Market Screener*)

Angola

- L'Angola revient sur le marché international avec une émission d'euro-obligations (*Ministère des Finances*)

Botswana

- Le Botswana lance un programme de citoyenneté par investissement à partir de 90 000 USD pour réduire sa dépendance à un secteur du diamant en crise (*WeeTracker*)

Malawi

- Premières conséquences économiques de l'élection au Malawi (*Malawi Nation*)

Namibie

- L'inflation atteint 3,5% sur un an en septembre 2025 (*NamStats*)
- La Namibie réduit l'écart entre taux directeur et taux préférentiel pour soutenir l'économie (*Observer24*)

Zambie

- Le secteur privé zambien enregistre sa croissance la plus rapide en sept ans en septembre, le PMI atteignant 52,2 points (*S&P Global*)

Afrique du Sud

SpaceX se prépare à investir 100 M EUR dans les infrastructures locales dans le cadre du déploiement de Starlink en Afrique du Sud (MyBroadband)

SpaceX, à travers son service Internet par satellite Starlink, prévoit d'investir près de 100 M EUR en Afrique du Sud pour développer des infrastructures locales et faciliter son implantation dans le pays. La société américaine envisagerait notamment de collaborer avec des fournisseurs d'accès Internet locaux pour déployer et entretenir une connectivité haut débit dans les écoles, sur une base d'accès ouvert. Un programme d'équivalence en capital de 25 M EUR viserait à connecter plus de 2,4 millions d'élèves sud-africains.

Jusqu'à présent, l'accès au marché sud-africain des télécommunications était soumis à la création d'une filiale locale, dont au moins 30% de l'actionnariat devait être cédé à des investisseurs locaux « historiquement défavorisés » (BEE). Elon Musk, fondateur et propriétaire de SpaceX d'origine sud-africaine, avait publiquement fustigé cette obligation.

Mais le ministre des Communications Solly Malatsi a proposé en mai 2025 d'introduire dans ce secteur les Equity Equivalent Investment Programmes (EEIP), permettant aux multinationales de s'acquitter de leurs obligations BEE via des investissements structurants plutôt que par une cession de capital. Les EEIP sont déjà utilisés par des entreprises comme Google, Amazon ou Microsoft, et offrent ainsi à Starlink une voie d'entrée dans un marché où la fracture numérique reste un enjeu majeur.

Le constructeur automobile chinois Chery envisage de reprendre une usine automobile en Afrique du Sud (Reuters)

Le constructeur automobile chinois Chery est en discussions avancées pour reprendre ou partager une usine existante en Afrique

du Sud, dans le cadre de son projet d'implantation industrielle locale. Cette initiative est conduite en concertation avec le Department of Trade, Industry and Competition (DTIC) et l'association professionnelle Naamsa.

Selon la direction de Chery South Africa, l'entreprise mène actuellement des études de faisabilité avec plusieurs constructeurs (OEMs) afin d'évaluer les différentes options possibles : rachat d'un site existant, partage d'infrastructures ou, en dernier recours, construction d'une nouvelle usine ("greenfield"). La première option, jugée plus rapide et moins coûteuse, semble privilégiée.

Chery envisage également d'implanter une partie de ses fournisseurs chinois en Afrique du Sud afin de renforcer son contenu local et soutenir ses ambitions exportatrices vers d'autres marchés dont l'Europe. Plusieurs hypothèses circulent dans le secteur, notamment la reprise potentielle du site en sous-production de Nissan à Rosslyn, proche de Pretoria, que le constructeur japonais pourrait fermer d'ici deux ans, ou encore un partage de l'usine Mercedes-Benz d'East London.

Présente en Afrique du Sud depuis 2021, Chery s'est rapidement imposée parmi les dix premières marques automobiles du pays, portée par le succès de son SUV Tiggo 4 Pro et par le lancement de ses sous-marques Omoda et Jaecoo. En installant une base industrielle locale, Chery contribuerait à l'objectif national de porter la production automobile à 1,4 million de véhicules par an d'ici 2035.

L'Afrique du Sud place les exportations de chrome sous contrôle et envisage une taxe de 25 % sur les exportations de chrome brut (Business Day)

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Parks Tau, a confirmé la mise en œuvre d'une décision du Cabinet Exécutif visant à soumettre les exportations de minerai de chrome à un régime de contrôle, confié à la Commission sud-africaine d'administration du commerce

international (ITAC). Cette mesure a pour objectifs de lutter contre le commerce illégal et de favoriser la bénéficiation locale, c'est-à-dire la transformation du minerai sur le territoire national et se positionner plus haut sur la chaîne de valeur.

Le gouvernement envisage également d'imposer une taxe de 25 % sur les exportations de chrome brut afin de protéger l'industrie locale du ferrochrome. La filière souffre en effet d'une concurrence internationale accrue, notamment chinoise, à qui 80 % de la production sud-africaine de chrome est désormais destinée.

L'Afrique du Sud détient 70 à 80 % des réserves mondiales de chrome, mais sa compétitivité s'est érodée : le coût de l'électricité a bondi de plus de 800 % depuis 2007, rendant la transformation locale économiquement difficile. Plusieurs acteurs majeurs, dont Glencore Alloys et Samancor, ont dû suspendre leurs activités de transformation, et aucune des 22 fonderies de Glencore n'est actuellement opérationnelle – une première en plus de vingt ans. Au total, la filière aurait subi la fermeture de 14 fonderies et la perte de près de 300 000 emplois sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Le gouvernement avait déjà approuvé en juin dernier un plan de soutien incluant la révision des tarifs d'électricité et le contrôle des exportations, mais sa mise en œuvre reste en cours. Le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa, a entamé des discussions avec les acteurs du secteur pour identifier des solutions durables et stabiliser la filière.

Eskom pourrait reprendre en main la distribution électrique des municipalités endettées (*MoneyWeb*)

L'énergéticien Eskom et le ministre de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa, ont présenté le projet de Distribution Agency Agreement (DAA), destiné aux municipalités qui ont désormais accumulé des arriérés de paiement à Eskom dépassant 4,7 Mds EUR. Le dispositif prévoit qu'Eskom agisse comme agent de la

municipalité, gérant la distribution, l'entretien et la collecte des recettes. Les consommateurs paieraient directement Eskom, tandis que la municipalité conserverait sa licence et verrait l'accord prendre fin une fois sa dette résorbée et sa capacité renforcée.

Deux expériences pilotes existent déjà à Maluti-a-Phofung et Emfuleni, avec des résultats contrastés : la dette de Maluti est passée de 365 M EUR à 450 M EUR en 21 mois, tandis qu'Emfuleni a partiellement régularisé ses paiements. Les frais d'administration, compris entre 4 et 10 %, sont destinés à couvrir les coûts d'Eskom, mais leur impact sur les tarifs reste incertain. Les élus locaux s'inquiètent d'une perte de contrôle sur la distribution, et certains analystes qualifient ces accords de prise de contrôle déguisée.

L'enjeu pour Eskom est de réduire sa dette colossale de 19,5 Mds EUR, qui limite sa capacité d'investissement et fragilise ses finances. L'autre enjeu pour le gouvernement sud-africain est de pousser à une amélioration des performances des municipalités alors qu'elles souffrent de nombreux maux (inefficacité, insolvabilité, corruption, déclin des services...). Dans cet esprit, le gouvernement sud-africain avec le soutien de la Banque Mondiale, élabore un plan de 3 Mds USD pour inverser le déclin des services et des infrastructures (eau/assainissement, distribution d'électricité et déchets) dans les huit plus grandes municipalités du pays.

La SARB et le Trésor s'accordent sur un abaissement de la cible d'inflation, mais le calendrier reste à définir (*CNBC Africa*)

Le gouverneur de la Banque centrale sud-africaine (SARB), Lesetja Kganyago, a déclaré que la SARB et le Trésor national s'étaient entendus sur la nécessité de réduire la cible d'inflation du pays, tout en poursuivant les discussions sur son calendrier de mise en œuvre. En juillet, L. Kganyago avait surpris les marchés en

évoquant un objectif effectif de 3 %, contre la fourchette officielle de 3 % à 6 %, provoquant une réaction du ministre des Finances, Enoch Godongwana. Les deux responsables ont depuis affirmé être alignés sur le principe d'un abaissement de la cible.

Kganyago, partisan de longue date d'une cible plus basse pour renforcer la compétitivité de l'économie, estime que la stabilité actuelle des prix offre une occasion propice pour « ancrer » durablement une faible inflation. Il a ajouté que cette orientation avait contribué à soutenir le rand et à réduire les coûts d'emprunt de l'État de 80 à 160 points de base depuis avril.

L'Afrique du Sud suscite l'intérêt international pour son initiative de financement international de 500 M USD (Market Screener)

Le Trésor national sud-africain a reçu plus de 100 propositions internationales pour son initiative de financement en devises étrangères de 500 M USD, lancée afin de diversifier ses sources de financement au-delà des Euro-obligations traditionnelles. Les propositions incluent des prêts bilatéraux, des placements privés, des notes structurées et des instruments liés aux critères ESG, montrant un fort intérêt mondial. Les responsables du Trésor ont indiqué que l'objectif minimum de financement serait facilement atteint, les Euro-obligations restant une partie complémentaire de la stratégie d'emprunt. Les analystes prévoient une nouvelle émission possible d'obligations en devises étrangères en novembre 2025, après la présentation du budget mi-parcours. Pour mémoire, l'Afrique du Sud a effectué sa dernière opération sur les marchés internationaux en novembre 2024, levant 3,5 Mds USD.

Angola

L'Angola revient sur le marché international avec une émission d'euro-obligations (Ministère des Finances)

L'Angola a fait son retour sur le marché international mardi 7 octobre avec une émission d'euro-obligations d'un montant de 1,5 milliard de dollars. L'opération a été structurée en deux tranches : une première tranche d'1 Md USD, assortie d'une maturité de cinq ans (2030) ; et une seconde tranche de 750 M USD, assortie d'une maturité de dix ans (2035), avec des taux de coupon semestriels de respectivement 9,25 % et 9,78 %. Elle s'inscrit dans le cadre du plan de financement 2025 de l'Angola, qui vise à lever environ 6 Mds USD via des instruments de dette pour couvrir des besoins totaux de financement de 14,9 Mds USD, selon un rapport du ministère des Finances. Citigroup, Deutsche Bank, JPMorgan Chase et Standard Chartered Bank sont les chefs de file conjoints de cette émission. A noter que la dernière sortie de Luanda sur les marchés obligataires internationaux remonte à avril 2022.

Botswana

Le Botswana lance un programme de citoyenneté par investissement à partir de 90 000 USD pour réduire sa dépendance à un secteur du diamant en crise (WeeTracker)

Confronté à une chute historique des revenus du diamant, le Botswana, premier producteur africain, a annoncé en septembre 2025 le lancement d'un programme de citoyenneté par investissement (CBI), prévu pour début 2026, afin de stimuler sa diversification économique et d'attirer des capitaux étrangers.

Après une récession de 3 % en 2024, l'économie botswanaise s'est encore contractée de 5,3 % au deuxième trimestre 2025, sa plus forte baisse depuis 2020. Le

pays subit de plein fouet une chute de plus de 40 % des ventes de diamants bruts au premier semestre, aggravée par la crise immobilière chinoise qui affecte les ventes en Chine, l'inflation mondiale et la concurrence croissante des diamants de synthèse. Le 25 septembre, la société publique Okavango Diamond Company a suspendu une vente publique d'un million de carats, estimant les offres trop faibles.

Le secteur diamantaire représentant près d'un tiers des recettes publiques, le gouvernement mise désormais sur de nouveaux relais de croissance. Baptisé "Impact Investment Programme", le futur CBI fixera une contribution minimale entre 75 000 et 90 000 USD, l'un des montants les plus bas du marché mondial. Les fonds seront orientés vers des secteurs stratégiques : tourisme haut de gamme, énergies renouvelables, services financiers, logement et exploitation minière hors diamant.

Ce programme, qui complète le lancement d'un fonds souverain en septembre 2025, s'inscrit dans une stratégie de résilience économique visant à créer des emplois, attirer les investisseurs internationaux et préparer l'après-diamant pour l'économie botswanaise.

Malawi

Premières conséquences économiques de l'élection au Malawi (Malawi Nation)

Quelques semaines après la victoire de Peter Mutharika à l'élection présidentielle du 16 septembre, de premiers impacts économiques commencent à se manifester. Le Kwacha malawite s'est apprécié sur le marché parallèle de devises par rapport au dollar américain, le taux de change passant d'environ 4 500 MWK à 3 500 MWK pour 1 USD en une semaine, reflétant ainsi une amélioration de la confiance des acteurs du marché et l'anticipation de liquidités accrues. Le taux de change officiel est en revanche resté stable à 1 751 MWK par dollar.

Parallèlement, la Malawi Stock Exchange (MSE), qui compte 16 titres, a enregistré au troisième trimestre une performance spectaculaire : l'indice *Malawi All Share Index* (Masi) a bondi de 75 % entre juillet et septembre, passant de 329 923 à 578 389 points. La capitalisation boursière a ainsi grimpé de 17,96 trillions MWK à K31,53 trillions MWK, soit un gain de plus de 13 trillions MWK en trois mois. L'indice *Domestic Share*, mesurant la performance des titres nationaux, a progressé de 77 %, tandis que l'indice *Foreign Share*, en recul au deuxième trimestre, a rebondi de 64 %.

Namibie

L'inflation atteint 3,5% sur un an en septembre 2025 (NamStats)

Selon l'Agence nationale de statistiques (NamStats), l'inflation annuelle a atteint 3,5 % sur un an en septembre, contre 3,2 % en août. La hausse est principalement tirée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,9 %, soit une contribution de +1,0 point à la hausse des prix), suivis du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+3,6 %, soit +0,9 point) et des boissons alcoolisées et tabac (+4,9 %, soit +0,7 point). La Banque centrale prévoit une progression de l'inflation à 3,9 % en septembre puis 4,0 % en octobre. Pour rappel, le Comité de politique monétaire (MPC) a maintenu le taux directeur inchangé à 6,75 % lors de sa réunion du 12 août 2025.

La Namibie réduit l'écart entre taux directeur et taux préférentiel pour soutenir l'économie (Observer24)

La Banque centrale a annoncé une réduction de 12,5 points de base de l'écart entre le taux de refinancement (taux directeur) et le taux préférentiel appliqué par les banques commerciales, avec une nouvelle baisse de 12,5 points de base prévue d'ici la fin de l'année. Cette mesure vise à réduire le coût de l'emprunt pour les ménages et les entreprises, à stimuler l'activité économique intérieure et à aligner les marges de crédit de la Namibie sur celles de ses pairs au sein de l'aire monétaire

commune. Le gouverneur de la Banque centrale, Johannes!Gawaxab, a qualifié cette décision de « significative et nécessaire » pour promouvoir l'inclusion financière.

Zambie

Le secteur privé zambien enregistre sa croissance la plus rapide en sept ans en septembre, le PMI atteignant 52,2 points (S&P Global)

L'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) S&P Global a atteint 52,2 points en septembre, contre 51,2 en août. L'indicateur qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce - sur la base de données recueillies auprès d'un panel d'entreprises), atteint ainsi son plus haut niveau depuis mai 2018. Cette dynamique a été portée par la hausse de la production et des nouvelles commandes, soutenue par une demande solide. Les entreprises ont accéléré leurs achats d'intrants au rythme le plus soutenu depuis décembre 2017, renforçant les stocks et améliorant les délais de livraison. Seuls les secteurs de la construction et du commerce de détail ont connu un recul de leur production. L'emploi a également progressé pour répondre à la demande et réduire les retards.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr